

LA POPULATION MIGRANTE DUE AU DÉPLACEMENT FORCÉ ET SON INSERTION URBAINE A BOGOTA

Adriana Parias Durán¹
Nubia Ruiz Ruiz²

1. Introduction

En Colombie la structure économique et les conditions sociales et politiques ont donné lieu à un conflit intérieur de grandes proportions, qui se manifeste dans beaucoup de dynamiques nationales. De nombreux analystes considèrent que ce conflit trouve sa principale expression dans la migration forcée et dans l'intense mobilité de la population. Des conditions de violence sont produites dans les lieux d'origine, obligeant les habitants à abandonner ces localités, généralement rurales, où ils ont construit et accumulé leurs relations familiales, sociales, et de travail, et avec elles leur capital économique, social et politique. Dans d'autres cas, les conditions économiques précaires mettent en danger la survie des ménages. D'une manière ou d'une autre, le déplacement forcé est le reflet de la grave crise structurale qu'affronte le pays. Pendant la période 2000-2006, le processus de migration forcée vers la capitale colombienne depuis différentes régions semble augmenter par comparaison avec les périodes antérieures.

Cette conférence porte sur le phénomène de la migration forcée des ménages qui arrivent dans la capitale du pays en provenance de différentes régions. Le problème sera examiné sous deux points de vue. Tout d'abord, nous examinerons les caractéristiques démographiques, socio-économiques et de logement des ménages déplacés dans leur lieu d'origine, et nous ferons la comparaison avec ces mêmes caractéristiques dans leur lieu de résidence actuelle à Bogotá. Cette analyse nous permettra de vérifier la transformation des conditions de vie de ces ménages et d'identifier les zones de la ville qui les accueillent, et qui correspondent aux quartiers informels, où prédominent des conditions d'habitation précaires. Ensuite, nous présenterons une analyse des stratégies et mécanismes d'insertion urbaine dans la capitale parmi la population déplacée, à travers une observation fine de ces aspects pour les résidents des quartiers informels à Bogotá, parmi lesquels se trouvent les migrants récents. Cette analyse suggère que l'insertion urbaine de la population déplacée, comme celle des secteurs populaires en général, dépend en grande partie du réseau de relations familiales et sociales construites et accumulées dans les lieux d'origine, réseau qui favorise l'insertion ; celle-ci se produit néanmoins dans des conditions précaires et instables en ce qui concerne le logement, l'emploi, et l'insertion sociale.

2. Les processus démographiques et urbains à Bogotá

Bogotá présente une structure ségréguée et segmentée du point de vue de la distribution de l'infrastructure et des services urbains, ce qui s'explique en grande partie par le processus démographique et les processus d'accès et de définition de l'utilisation du sol urbain.

Comme les autres grandes villes d'Amérique Latine, pendant la deuxième moitié du XXe siècle Bogotá vit un processus d'urbanisation intensifiée, associé à une croissance

1 Economiste et urbaniste, Enseignante-chercheuse, Institut d'Etudes Urbaines, Universidad Nacional de Colombia

2 Psychologue et démographe, Enseignante-chercheuse, Institut d'Etudes Urbaines, Universidad Nacional de Colombia.

démographique importante. En effet, le processus d'industrialisation³ qui prend de l'élan pendant la décennie de 1940 se transforme pendant cette période en un puissant facteur d'attraction pour la population rurale vers les agglomérations urbaines et en particulier vers Bogotá⁴. Entre 1951 et 1964, la croissance démographique de la capitale atteint un taux annuel de 7,4%, et entre cette dernière date et 1973 le taux continue à être élevé (6,5%). La population migrante provient essentiellement des départements contigus, ruraux dans leur majorité⁵.

Néanmoins, l'expansion urbaine atteint des rythmes encore plus élevés. En 1973, Bogotá est 12 fois plus grande qu'en 1938, tandis que pendant la même période, la population se multiplie par 9, ce qui se traduit par une densité globale peu élevée : la ville atteint son niveau le plus bas en 1970, à raison de moins de 100 habitants par hectare (Dureau, *et.al* 1997). L'*explosion urbaine* obéit à un schéma nettement différencié de déplacement et d'occupation résidentielle du sol. Les classes supérieures se déplacent du centre vers le nord et les classes populaires suivent le parcours inverse, essentiellement à travers le marché informel du sol⁶, qui explique près de 50% de l'expansion urbaine entre 1964 et 1973; la ville acquiert ainsi peu à peu une nette bipolarité sociale nord-sud. Un certain secteur des classes populaires, parmi lesquels se trouve un groupe important de la population migrante, a recours au marché de location du parc central, puisque le processus d'expansion des couches supérieures les conduit à abandonner les zones centrales, et les logements libérés subissent un processus intense de subdivision et d'adaptation improvisées, ce qui crée une offre massive d'appartements bon marché (*inquilinos*) dans le centre ville. Ceci donne lieu à un schéma de configuration urbaine ségrégative (Parías, 2001 et 2006).

Pendant les trente dernières années, nous assistons à une transformation dans le schéma de configuration urbaine à Bogotá. Au début des années 1980 commence une rupture dans la tendance de la ville à s'allonger du nord au sud. L'agglomération de Bogotá se fait plus compacte ; en même temps, l'expansion se poursuit sur les terrains d'autres communes. Dans ce processus de densification de la ville, la population ne se distribue pas de manière uniforme : dans les recensements de 1973 et 1985, tandis que les localités centrales présentent des taux de croissance démographique négatifs, les localités plus périphériques présentent des rythmes de croissance élevés, avec des taux compris entre 7,5 et 12,5% (Dureau, 1997). C'est particulièrement vrai des localités du sud et de l'ouest de la ville, où la présence de quartiers d'origine informelle est importante. S'agissant du processus d'expansion urbaine par l'urbanisation informelle, même si les méthodologies utilisées par différents auteurs pour mesurer l'étendue de cette forme d'urbanisation produisent des chiffres variables, on peut affirmer que le processus présente un dynamisme important tout au long des années 1980 et 1990. Selon les données de Jiménez (1993), entre 1986 et 1991 ce type de développement occupe 2.218,07 ha, ce qui correspond à 41,7% de l'expansion urbaine totale. Selon des

3 Nous avons appelé le processus d'industrialisation de la région « fordisme à effet d'exclusion », dans la mesure où l'activité économique formelle ne parvient pas à absorber l'offre de travail qui augmente de manière continue, alimentée en grande partie par les processus migratoires. Pour cette population exclue du marché officiel du travail, le secteur informel devient une éventuelle source de revenus.

4 C'est surtout pendant les années 1960 et 1970 que se renforce la primauté urbaine de Bogotá.

5 Contrairement à la tendance nationale décrite par Carmona et Simmons (1978), suivant laquelle 76% de la migration vers les autres villes provient de zones urbaines ; pour Bogotá ce pourcentage ne dépasse pas 49,4%, tandis que la population qui provient de zones rurales représente 50,6%. Ce phénomène s'explique en grande partie par l'origine de la migration, et par la proximité de territoires ruraux très étendus.

6 Ce marché met face à face un agent qui se charge de fragmenter les terrains ruraux, et qui opère en marge des normes et dispositions urbaines légales (dans notre milieu cet agent est connu comme *l'urbanisateur pirate*) et une demande qui recherche des terrains bon marché à la périphérie de la ville.

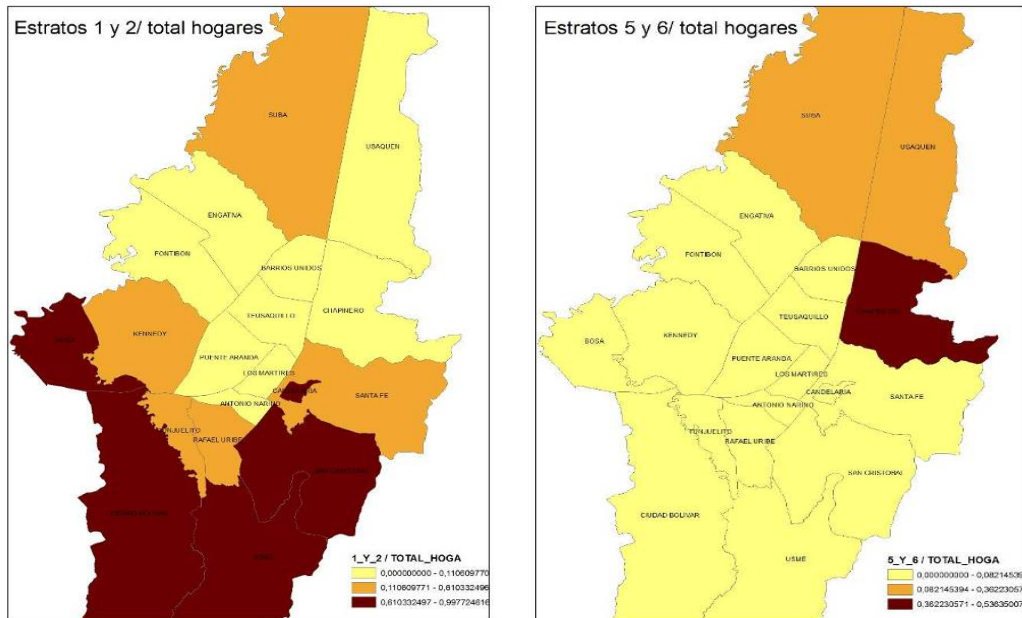
calculs récents réalisés par le Plan d'Organisation Territoriale (*Plan de Ordenamiento Territorial*) de 2000, entre 1986 et 1997 44,06% de la croissance totale de la ville correspond à cette modalité de développement.

S'il est vrai que pendant cette période Bogotá continue à être la ville qui attire le plus de migrants, leur participation dans le rythme de croissance démographique diminue. Pour la période 1985-1993 la croissance totale de la ville fut de 30,9, en moyenne annuelle, et pour la période actuelle, comprise entre 1993 et 2005, on estime la croissance à 19,7, moyenne annuelle par millier d'habitants. C'est une réduction considérable dans un rythme constant et soutenu qui caractérisait la ville capitale pendant la période antérieure.

La croissance démographique de Bogotá jusqu'en 1985 présente une participation plus importante de la migration. Dans le recensement de 1993 le pourcentage des habitants de la ville qui étaient nés dans une autre commune était de 43,3% ; pour le recensement de 2005 ce pourcentage descend à 37%, ce qui montre une participation accrue de la croissance végétative dans l'augmentation de la population. Pendant le quinquennat 2000-2004, la relation entre les deux facteurs de croissance est de 46% pour l'apport de l'immigration et de 54% par croissance végétative. Cette condition situe Bogotá dans la tendance internationale décrite dans le dernier rapport des Nations Unies,⁷ qui affirme que cette relation est un indicateur important du processus d'urbanisation, et qu'elle se produit dans des sociétés essentiellement urbaines (UNFPA 2007:13). Le rapport affirme que pour l'ensemble de l'Amérique Latine, 65% de la croissance urbaine s'explique par croissance naturelle.

De nos jours, Bogotá concentre 16,1% de la population totale du pays, et 21,4% de la population installée dans des zones urbaines.

Carte1. Ménage selon estrate socio-économique par localité



Source: ECV, 2003

7 Rapport des Nations Unies, « L'état de la population mondiale 2007. Libérer le potentiel de croissance urbaine. » Fond des Nations Unies pour les publications UNFPA 2007.

La carte 1 montre la ségrégation socio-spatiale de Bogotá, exprimée par la concentration de la population des couches basses, moyennes et supérieures dans des zones spécifiques de la ville. Cette séparation socio-spatiale correspond, à son tour, à une segmentation des marchés formel et informel du sol qui s'explique par les logiques d'accès au sol et à l'emploi, et par la concentration des investissements publics en infrastructure et services urbains dans les zones où le marché formel opère, ce qui se traduit par d'énormes inégalités urbaines. Une proportion considérable des migrants arrivés dans les différentes étapes du développement urbain ont trouvé dans le secteur informel leur solution en matière de logement et d'emploi ; c'est également le cas de la population déplacée qui arrive à Bogotá dans la période plus récente, dans des conditions d'insertion urbaine probablement encore plus défavorables, comme nous le verrons dans les pages qui suivent.

3. Objectifs

3.1. Objectif général

Analyser les caractéristiques socio-démographiques de la population déplacée qui arrive à Bogotá, et le rôle des marchés informels du sol dans le processus d'insertion urbaine de cette population.

3.2. Objectifs spécifiques

- A- Analyser les caractéristiques socio-démographiques et l'origine des flux de population déplacée qui arrive à Bogotá.
- B- Déterminer le rôle que jouent les réseaux sociaux dans le processus de réception et de postérieure insertion urbaine de la population qui est obligée d'abandonner son territoire et qui arrive à Bogotá.
- C- Etablir comment les logiques de fonctionnement des marchés informels du sol produisent une offre d'espace résidentiel pour les migrants par déplacement forcé, et déterminer les stratégies de logement de cette population.

4. Aspects conceptuels et méthodologiques

4.1. La migration forcée, une forme de migration contemporaine

L'étude des migrations date de l'origine même des êtres humains. La qualité de migrant est liée à la recherche de conditions différentes de celles dont on dispose dans le lieu de résidence habituel ; c'est une stratégie que tous les groupes sociaux ont utilisée dans leur quête permanente et toujours inachevée de meilleures conditions de vie matérielle et/ou spirituelle. La migration, comprise comme le déplacement de groupes humains qui changent de lieu habituel de résidence, met en jeu divers facteurs de nature économique, sociale, politique et spatiale qui sont présents au moment de prendre la décision, de définir la direction du mouvement, et de se situer dans le nouveau territoire.

L'étude de la migration comme phénomène socio-démographique exige que l'on connaisse les caractéristiques de la population en mouvement, les causes qui animent ce mouvement, et les directions prises par les flux de population. Dès l'instant où les migrants ne sont pas des groupes homogènes, leurs particularités, autant démographiques que socio-économiques, réapparaissent dans l'interrelation complexe des faits qui sont produits par la migration, et qui ébauchent des relations sociales nouvelles et complexes, ainsi que des distributions nouvelles et complexes de la population sur le nouveau territoire.

Certaines formes contemporaines de mobilité démographique n'entraînent pas la distribution équitative de la population sur le territoire, comme on s'y attendrait dans la

conception traditionnelle des migrations humaines. C'est le cas de la migration forcée ; celle-ci se présente comme un phénomène d'impact social, économique et territorial élevé, autant dans les territoires que les migrants abandonnent que dans ceux qu'ils viennent occuper.

Selon les facteurs qui les causent, les migrations peuvent être comprises comme l'exercice d'un droit ou comme la conséquence de la violation d'un ou de plusieurs droits humains. Tout dépend de si la décision de modifier de manière temporaire ou permanente le lieu de résidence habituelle est un acte volontaire ou une stratégie pour échapper à des conditions de vie devenues insoutenables. (Asamblea Parlamentaria Euro-Latinoamericana, 2007:5)

La mobilité forcée n'échappe pas à la complexité des processus migratoires. Les mouvements migratoires qui ne sont pas déterminés par la volonté du migrant, que ces mouvements soient internes ou transnationaux, sont une réalité de plus en plus significative pour les conditions sociales, économiques, politiques et démographiques des régions d'origine et d'arrivée de ces migrants. Ce phénomène devient le complément des processus de conflit qui affectent de nombreuses régions de la planète, et des faits économiques qui correspondent à l'internationalisation économique et la « libre circulation ». Les êtres humains sont obligés de migrer, soit par la pression des conflits armés, soit par des conditions de type économique, par une crise alimentaire ou par d'autres situations qui mettent en danger leur survie ; les mouvements migratoires qui sont causés par de telles circonstances doivent être considérés comme des migrations forcées.

La mobilité forcée comme mouvement migratoire est déterminée par les forces d'expulsion, c'est-à-dire que les principales motivations de la migration se trouvent dans le lieu d'origine, et non dans les éventuels avantages que présentent les lieux d'arrivée. Le caractère forcé de la mobilité de la population donne à cette mobilité une connotation particulière par comparaison à d'autres types de migration. C'est une migration non-volontaire, non-déterminée par l'offre de meilleures conditions de travail ou sociales, c'est un déplacement qui est provoqué par les conditions de violence générées dans le territoire où cette population est établie. L'étude des migrations forcées sous l'angle vue démographique présente de grandes difficultés.

4.2. Marchés informels du sol et mobilité des pauvres

Malgré l'utilisation récurrente qui est fait du terme « informalité », la définition de cette expression est encore très incomplète. Sans sousestimer la pertinence du débat conceptuel sur la question, nous suivons ici Abramo (2003) et nous adoptons la notion de marché informel comme un terme opératoire. La logique du marché peut assumer des caractéristiques institutionnelles différentes selon le lien que l'objet de la transaction (le sol) établit avec les normes et règles juridiques et urbanistiques de chaque ville et de chaque pays. Les marchés dont l'objet est inscrit dans la normativité juridique et urbanistique sont appelés « marchés formels du sol urbain », et les marchés dont l'objet de transaction ne s'ajuste pas aux exigences normatives et juridiques sont appelés « marchés informels du sol urbain ». Ces derniers marchés sont régis par des normes et des règles tacites.

Une autre notion récurrente dans la littérature, en particulier celle de l'économie urbaine, est celle de la segmentation des marchés du sol et du logement, qui renvoie à l'existence de barrières pour le passage d'un segment du marché (ou du sous-marché) à un autre, ce qui signifie qu'il s'agit de marchés non-substituables. Dans la littérature récente en Amérique Latine on trouve la différenciation entre marchés formels et

informels du sol et du logement : dans ce sens, la segmentation obéit à différentes logiques de fonctionnement des sous-marchés liées aux stratégies d'accès au sol, et qui expliquent la structure des marchés et leurs systèmes de formation des prix.

Nous postulons que le marché formel et le marché informel du sol et du logement sont segmentés, et qu'ils obéissent à des logiques de fonctionnement différentes : il s'ensuit une ségrégation socio-spatiale de caractère structurel, qui va déterminer la dynamique des marchés et l'insertion résidentielle des ménages. Mais les marchés informels sont également segmentés. Cette segmentation est liée à des externalités exogènes et endogènes à ces communautés ; ce sont ces dernières qui vont nous occuper ici.

Selon Abramo (2005), les externalités endogènes sont associées à divers facteurs. D'une part, un facteur inhérent à l'informalité : la liberté urbanistique (Abramo, 2005), dérivée du fait que les processus de construction et d'utilisation du sol ne sont pas régis par les normes et réglementations urbaines. C'est quelque chose qui a une grande valeur pour les secteurs populaires, pour lesquels le logement représente plus qu'un simple endroit où vivre, et peut même devenir son unique source de revenus. D'autre part, les externalités endogènes dérivent de facteurs de proximité. Partant de l'économie de la proximité, Rallet (2000) définit divers types de proximité ; nous soulignons l'un de ces types.

La notion de proximité physique ou géographique renvoie au fait que les quartiers informels constituent des espaces de relations socio-économiques fondées sur la confiance et la réciprocité, qui permettent à des secteurs populaires d'accéder à d'éventuelles sources de revenus (généralement dans le marché informel du travail), et aussi des espaces de relations économiques de solidarité, ce qui conditionne l'estimation des relations de marché et opère comme un facteur de « captation » des habitants d'un quartier donné : en effet, dans leurs décisions résidentielles, une valeur élevée est attribuée aux relations sociales et communautaires territorialisées. Ces relations contribuent à fixer les prix sur les marchés du logement.

Or, les stratégies fondées sur la proximité sont peut-être la ressource et l'actif les plus importants dont disposent les migrants populaires, parmi lesquels les migrants par déplacement forcé, pour leur insertion urbaine. On peut dire que ces groupes mettent en œuvre une logique de la nécessité : dépourvus comme ils le sont de tout capital—monétaire ou institutionnel—au moment où ils arrivent dans la ville, ils n'ont que leur nécessité d'accéder à une insertion urbaine, tout d'abord en matière de logement et de travail. Néanmoins, comme nous l'avons dit dans la section antérieure, les mouvements migratoires constituent un processus complexe qui s'inscrit dans une histoire sociale et personnelle des individus et des groupes. Ainsi, certains migrants peuvent compter sur l'appui d'un réseau social (de personnes originaires de la même commune ou de la même région) accumulé et construit de manière territorialisée dans leur lieu d'origine, un réseau qui forme le capital à travers lequel ils rechercheront leur insertion urbaine. D'autres ne peuvent compter sur aucun réseau social : leurs possibilités d'insertion urbaine seront donc plus incertaines. Pour les uns et les autres, le marché résidentiel informel devient la seule option pour que la population déplacée accède à son insertion urbaine.

Du point de vue méthodologique, dans la mesure où les biens urbains ont une durée de vie utile prolongée et sont inamovibles par rapport au sol, le chemin pour explorer et

vérifier l'existence de la segmentation passe par l'analyse des flux urbains dérivés de la mobilité résidentielle⁸, et par l'analyse des logiques et stratégies des agents du marché.

A partir de cette approche, et dans le cadre d'une recherche réalisée par le réseau INFOMERCADO⁹ dans six villes d'Amérique Latine (Buenos Aires, Bogotá, Caracas, Ciudad de México, Lima et Rio de Janeiro), une enquête a été menée à bien pour étudier le fonctionnement des marchés informels du sol et du logement, et la mobilité des pauvres dans la région. Cette recherche fournit des éléments suffisants pour permettre de connaître les caractéristiques socio-économiques et démographiques des habitants, les logiques et stratégies des agents des marchés informels, et la mobilité de la population résidente pendant les cinq dernières années. A Bogotá, 20 communautés représentatives d'une typologie des quartiers informels ont été étudiées¹⁰.

Dans ces quartiers, l'enquête a porté sur les propriétaires ayant acheté leur logement dans les 4 dernières années, les propriétaires ayant mis leur logement en vente, et les locataires ayant emménagé dans leur logement pendant les 4 dernières années, ce qui permettait de recueillir des informations sur le fonctionnement de chacun de ces marchés. 950 enquêtes furent réalisées concernant le marché de la location, qui constitue le thème central de cette conférence.

4.3. L'analyse de l'insertion urbaine des migrants par déplacement forcé à Bogotá

Nous partons des apports de la démographie et de la socio-économie urbaine pour formuler l'analyse des processus de migration et d'insertion urbaine de la population déplacée qui arrive à Bogotá. La population sur laquelle porte l'étude est le groupe social qui a été déplacé depuis son lieu d'origine et dont la majorité n'a pas effectué ce mouvement migratoire de manière volontaire.

La période choisie pour l'étude, ce sont les années 2000-2006, qui correspondent à une étape de migrations massives par déplacement forcé en Colombie, et d'intensification de l'arrivée de la population déplacée à Bogotá depuis diverses régions du pays. Par ailleurs, nous disposons pour cette période, grâce à l'enquête INFOMERCADO, d'informations sur la mobilité résidentielle des habitants des quartiers informels, et notamment sur les migrants arrivés dans ces communautés et sur les stratégies résidentielles qu'ils mettent en œuvre dans leur processus d'insertion urbaine.

Pour aborder ces thèmes, nous partons d'une double perspective d'analyse. D'une part, l'étude des migrations, abordée dans la section antérieure, ce qui permet d'étudier les conditions qui caractérisent la migration forcée comme un phénomène propre aux sociétés en conflit, avec les conséquences socio-spatiales qui s'ensuivent.

Dans ce but, nous observons le processus de migration forcée vers Bogotá depuis toutes les communes du pays pendant la période 2000-2006, à partir des données fournies par le Système Unique de Recensement de la Population Déplacée-SUR¹¹. Pour analyser le

8 Si le marché est unifié, cela signifie que nous assistons à une mobilité permanente d'un secteur à un autre, par exemple du secteur informel au secteur formel.

9 La recherche en question est dirigée par l'économiste brésilien Pedro Abramo, et coordonnée à Bogotá par l'économiste Adriana Parias.

10 Nous appelons « quartiers informels » les communautés consolidées qui ont leur origine dans le marché informel primaire du sol, et qui sont parfois déjà légalisés. On considère que même lorsqu'ils se sont régularisés, les marchés du sol et du logement dans les quartiers d'origine informelle conservent leurs logiques de fonctionnement propres.

11 Il s'agit de la base de données officielle sur la population déplacée, qui vient s'enregistrer et déclarer officiellement sa condition de déplacé. Ce qui motive la population à s'enregistrer dans cette base de données, c'est l'aide humanitaire et le soutien institutionnel d'urgence (subvention pour payer le loyer de base, aide alimentaire et inclusion dans le système de Sécurité Sociale).

processus d'insertion urbaine de la population déplacée, nous utilisons les données de l'Enquête du District sur la Population Déplacée¹², qui permet d'identifier les caractéristiques démographiques et socio-économiques des ménages déplacés entre 1995 et 2003, ainsi que les quartiers où ces ménages sont établis au moment de l'enquête (2004) et leurs conditions de logement. On dégage ainsi un profil qui fournit des données sur la constitution et la localisation des ménages qui furent obligés de migrer et sont arrivés dans la ville de Bogotá ; on peut comparer ce profil à celui de la population qui habite depuis très longtemps dans les quartiers informels, ou dont le motif d'arrivée n'est pas le déplacement forcé.

La géoréférentiation de la localisation spatiale de la population migrante par déplacement forcé permet de mettre en évidence l'importance des marchés résidentiels informels dans les processus d'insertion urbaine de cette population ; l'analyse fine des caractéristiques socio-démographiques, des stratégies et de la mobilité résidentielle dans ces quartiers, à partir de l'enquête d'INFOMERCADO, fournit des pistes sur son insertion urbaine.

De la même manière, les différentes sources permettent de connaître la distribution (ou concentration) de la population déplacée dans la ville, grâce à la géoréférentiation de sa localisation spatiale ; sur le plan microspatial, elles permettent d'identifier les mécanismes utilisés par les migrants pour arriver dans la ville et y survivre.

5. PREMIERS RESULTATS DE LA RECHERCHE

5.1. Structure de la population déplacée et risque de pauvreté

5.1.1. Caractéristiques démographiques

Les données utilisées pour réaliser cette analyse sont des chiffres consolidés d'une population qui affirme avoir été forcée à quitter sa région. On peut trouver parmi ces données des individus qui déclarent qu'ils furent déplacés par la violence, mais qui en réalité ont abandonné leur lieu de résidence habituelle parce qu'ils traversaient une situation économique grave. Ce qui est fondamental, dans ce cas, c'est la réalité de leur mobilité. Ce sont des groupes de population qui se déplacent à l'intérieur du pays ; il s'agit d'environ deux millions de personnes,¹³ en transhumance dans les moyennes et grandes villes.

94% de la population migrante par déplacement forcé vient de zones rurales. Ces courants migratoires sont constitués par des mouvements de courte distance, orientés de préférence vers l'espace urbain ou centre de population le plus proche. On peut affirmer que la migration forcée présente une tendance endogène dans les départements et les régions. Le deuxième choix des migrants porte sur les départements limitrophes. Cette caractéristique peut se comprendre comme une conduite liée à l'existence de réseaux

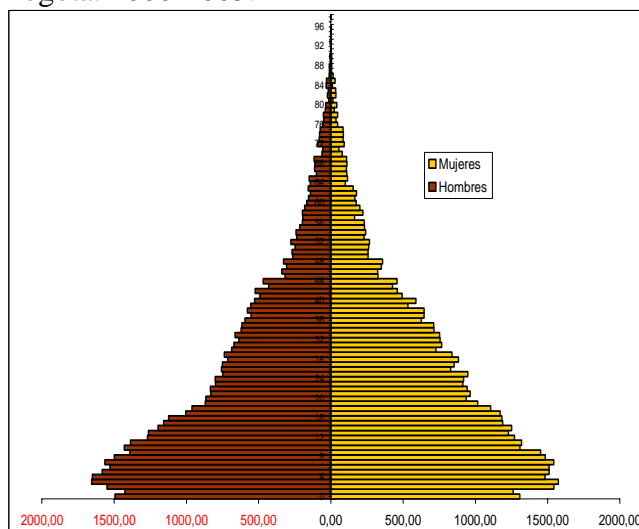
12 Cette enquête fut réalisée par le Département de Planification de la Ville (Secretaría Distrital de Planeación SDP) et la Corporation Arco Iris. L'univers couvert par l'enquête est l'ensemble des ménages déplacés qui sont arrivés à Bogotá pendant la période 1995-2003. L'échantillonnage de l'enquête se base sur un calcul de probabilités quant au poids relatif de la population de ménages déplacés par rapport à la population totale par unité spatiale (localité) ; le choix des ménages objet de l'enquête fut réalisé au hasard jusqu'à compléter le total exigé par la taille de l'échantillon, c'est-à-dire 669 ménages.

13 La question des chiffres fait l'objet d'un débat permanent, entre le chiffre officiel, qui tourne autour de deux millions, et le chiffre des ONG qui atteint presque quatre millions. Des chercheurs comme María Teresa Uribe parlent du chiffre gris, une donnée qui ne pourra jamais être totalement fixée. Qu'il s'agisse de deux ou de quatre millions de personnes, le problème constitue un drame humanitaire de grandes proportions pour le pays. Il est vrai aussi que derrière ce décalage se trouvent les intérêts du gouvernement, qui cherche à minimiser le problème ; cela démontre également qu'il n'existe aucun instrument permanent et continu pour recenser les déplacés.

familiaux ou sociaux installés dans les régions voisines, et aux liens culturels régionaux qui forment des identités et des solidarités fortes.

La population déplacée établie à Bogotá est composée essentiellement d'enfants et de femmes. 49,9% de cette population est âgé de moins de 18 ans et 50,8% sont des femmes.

Graphique 1 : Structure de la population déplacée à Bogotá. 2000-2005.



Comme le montre la pyramide, il s'agit d'une structure de forte concentration dans les premiers âges, qui se réduit de manière importante dans les groupes d'âge supérieurs à 40 ans : la population qui dépasse cet âge ne représente que 15,7% du total, et cette concentration se produit principalement dans la frange féminine en âge productif : en effet, 52% de ce segment est composé de femmes, l'indice d'hommes en âge productif étant de 0,91.

Source : Synthèse basée sur les données du Système Unique de Recensement 2000-2005.

La taille des ménages en Colombie est passée dans les cinq dernières années de 4,5 personnes par ménage en 2000 à 4,1 en 2005. En revanche, la taille des ménages déplacés est en moyenne de 5,2 personnes. C'est une différence importante, qui s'explique essentiellement par le nombre d'enfants et la présence d'adultes âgés.

Parmi la population déplacée, la distribution des chefs de ménage correspond à 52,5% de ménage dont le chef est une femme, contre 47,5% avec un chef de famille masculin. Cette situation met en évidence une présence élevée de femmes chefs de ménage, avec un risque élevé de pauvreté. Si on compare la situation des déplacés avec celle de la population totale du pays, nous trouvons une différence importante : dans la structure générale du pays, 69,1% des ménages ont un chef de famille masculin, et 30,9% un chef de famille féminin.

5.1.2. Caractéristiques socio-économiques

Une proportion élevée de la population déplacée qui habite à Bogotá n'a aucun niveau d'études : on la considère analphabète. Si on ajoute à ce chiffre ceux qui n'ont que des études primaires, on peut conclure que 80,7% des déplacés ont un niveau éducatif nul ou très réduit.

Les revenus des ménages sont très bas : 51% déclare recevoir entre 0 et 100.000 pesos par mois, ce qui équivaut à 0-50 dollars. 7% seulement déclare recevoir plus de 400.000 pesos par mois¹⁴. En moyenne, les revenus des ménages déplacés sont estimés à 168.246 pesos par mois, ce qui correspond à 39% du salaire minimum.

¹⁴ Ce chiffre correspond au Salaire Minimum Légal en Colombie (SMIV), qui représente US \$ 200.

Or, la distribution des revenus dans les ménages déplacés obéit à la structure suivante : 50,2% est destiné à acheter de la nourriture, 41,1% à payer le logement, 5,6% aux frais de transport ; il ne reste que 2,2% pour l'éducation. C'est un indicateur important des conditions de pauvreté et de marginalité dans laquelle se trouve cette population.

Table 1. Activité économique des chef de Ménage déplacés

Activités	Femmes	Hommes
Ouvrier	50%	83%
Travailleur indépendant	31%	2%
Employé du gouvernement	1%	1%
Patron	16%	12%
Travail non rémunéré	1%	
Employé domestique	1%	1%
Ne sait pas, ne répond pas		1%
	100%	100%

Quant à l'activité professionnelle de la population âgée de plus de douze ans, il s'agit essentiellement d'emplois comme ouvriers dans le secteur privé, des emplois considérés informels avec ceux de travailleur indépendant et d'employée domestique; comme le montre la table 1, nous pouvons affirmer que pratiquement 98% de l'activité économique de cette population a lieu dans le secteur informel

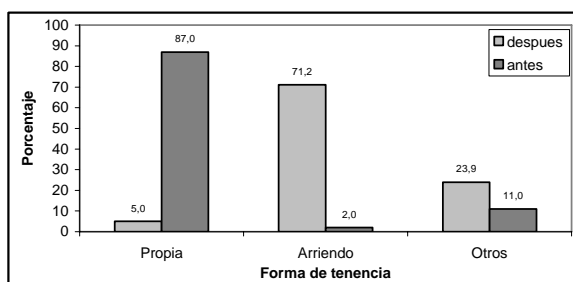
Source : Enquête sur l'impact du déplacement dans la capitale 2005

Le taux de chômage est un autre indicateur très important quant au risque de pauvreté que court la population déplacée. Les taux de chômage de la population qui a actuellement (c'est-à-dire après le déplacement) une activité économique dépasse 50%, autant pour les hommes que pour les femmes. On observe que les chiffres du chômage avant le déplacement étaient très bas. Cette situation montre l'impact négatif du déplacement sur les ménage, qui perdent leur lieu de résidence habituel et avec lui la possibilité d'une meilleure qualité de vie.

Une des principales conséquences démographiques du déplacement forcé est liée à la déstructuration affrontée par les ménages déplacés. 72% des ménage qui arrivent à Bogotá se sont fragmentés pendant le processus migratoire, soit par la mort ou la disparition de l'un ou de plusieurs de leurs membres, soit à cause de l'impossibilité d'habiter comme ménage étendu dans le nouveau lieu de résidence, en raison de la taille des espaces et de l'absence d'un endroit sûr.

5.1.3. Conditions de logement

Graphique 2 ; Forme d'occupation du logement.



Fuente: Encuesta impacto del desplazamiento en el D.C.

Les données sur la propriété du logement parmi la population déplacée dans la ville démontre que 71% des ménage sont locataires ; 8% habitent chez un parent, 8% dans des ménages d'accueil ; 5% sont propriétaires, 5% sont occupants de fait et 3% vivent chez des amis. Le fait de connaître les conditions de propriété des logements

avant et après la migration forcée permet de voir la perte en conditions de vie pour la population déplacée dans la grande ville, et la situation de pauvreté dans laquelle elle se trouve. Comme on l'observe dans le graphique 2, la perte de la propriété du logement est un fait pour 82% des ménages déplacés. Ce bloc important de la population devient

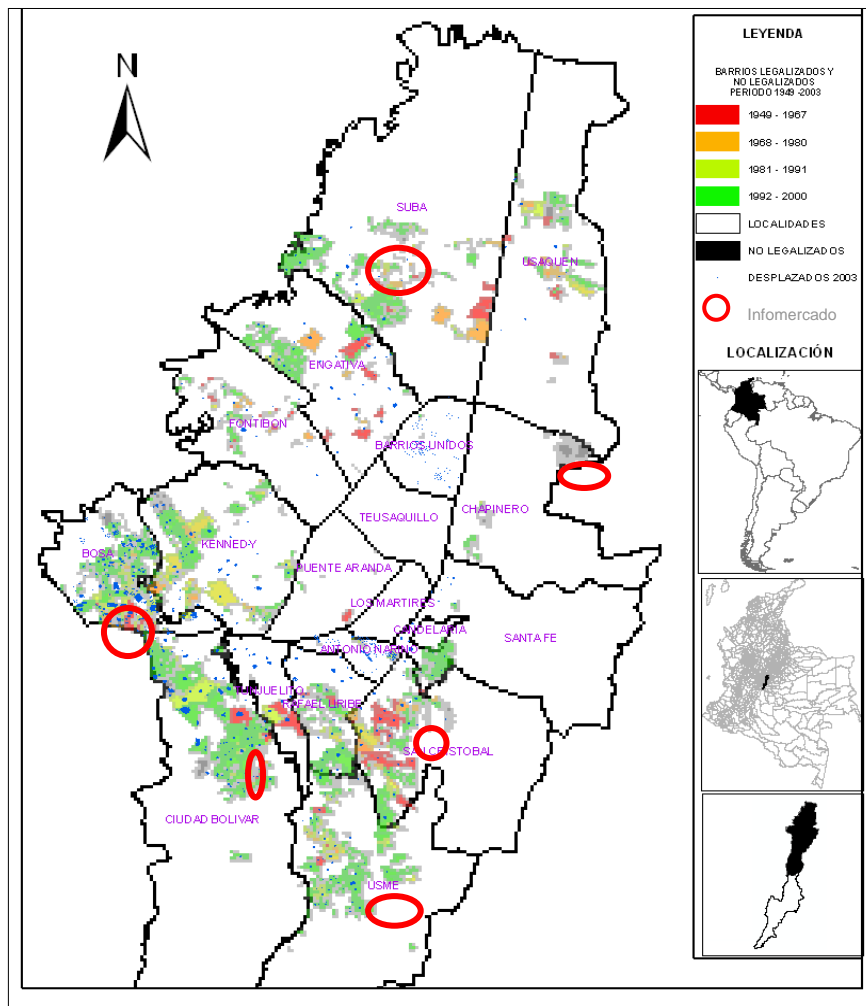
en majorité locataire ; dans une proportion bien moindre, ces ménages accèdent à la propriété à travers le marché informel.

Dans le contexte des conditions de logement difficiles dans la ville, on trouve un niveau élevé de surpopulation dans les ménages déplacés : 64% sont des ménages de 4 personnes ou plus qui occupent une seule pièce. Le taux de surpopulation critique est estimé à 45,1.

5.2. LIEUX D'ARRIVÉE DE LA POPULATION DÉPLACÉE À BOGOTÁ

Ici, nous analysons les zones de Bogotá où s'installent les ménages déplacés qui arrivent dans la ville. Selon les données du SUR, les ménages se distribuent dans toutes les localités de la ville; il existe de grands déséquilibres dans leur distribution proportionnelle. La localité de Ciudad Bolívar reçoit 25%, puis Kennedy et Bosa, avec 12,5% chacune ; autrement dit, 50% des ménage déplacés se concentrent dans ces trois zones. La proportion la plus basse se trouve dans les localités de Teusaquillo, La Candelaria et Barrios Unidos, où viennent s'installer moins de 1% des ménages déplacés.

Cartre 2. Quartiers d'origine informel et localisation des déplacés par localité 2000-2005



Sources : Enquête sur l'impact du déplacement dans le D.C; SDP, quartiers légalisés Bogota, 2003; INFOMERCADO, 2006

Comme nous l'avons dit, Bogotá présente une nette segmentation socio-spatiale ; les localités les plus déprimées, qui ont le moins d'infrastructure et les conditions de pauvreté les plus élevées, ce sont le sud, les zones périphériques du nord et du nord-ouest, et certains quartiers situés dans la zone centrale.

La localisation spatiale de la population déplacée qui arrive à Bogotá présente la même tendance historique, en pourcentages de distribution, que celle que présente la ville depuis les années 1960.

La population déplacée qui arrive et s'installe dans la ville, comme on le remarque sur la carte, se concentre principalement dans les zones déjà définies comme les plus pauvres. L'enquête de qualité de vie¹⁵ montre que les localités les plus déprimées de la ville sont celles de San Cristóbal, Usme, Bosa, Kennedy et Ciudad Bolívar. Dans cette enquête, les indicateurs de pauvreté et d'indigence de ces localités sont les plus critiques de toute la ville. Le pourcentage de ménage pauvres par localité est le suivant : 86,46% à Usme, 79,63% à San Cristóbal, 78,32% à Ciudad Bolívar, 71,28% à Bosa et 53,17% dans la localité de Kennedy.

La localisation spatiale des migrants forcés à Bogotá montre la contribution de cette population aux conditions de pauvreté urbaine, la croissance démographique et les conditions particulières de marginalité dans lesquelles vit une couche énorme de la population urbaine. 68% des habitants de Bogotá vivent dans des conditions de pauvreté ; néanmoins, comme nous allons le voir, la population déplacée qui arrive dans la capitale présente des conditions socio-économiques encore plus déprimées que celles des autres pauvres urbains de la ville.

5.3. LOGIQUES ET STRATÉGIES D'INSERTION URBAINE DE LA POPULATION DÉPLACÉE À BOGOTÁ

Nous allons présenter maintenant l'analyse préliminaire des données de l'enquête d'INFOMERCADO. Bien qu'inachevée, cette analyse apporte des éléments d'interprétation quant aux stratégies résidentielles et à l'insertion urbaine des migrants. Remarquons que l'information que fournit cette enquête ne permet pas de déterminer en toute certitude si les migrants récents sont déplacés ou non ; néanmoins, ces données permettent de suggérer quelques pistes d'interprétation dans ce sens.

5.3.1. Caractéristiques démographiques et socio-économiques des locataires dans les quartiers informels

59% des locataires dans les quartiers informels sont nés dans une commune autre que Bogotá (voir annexe). Parmi les migrants, 37% sont arrivés à Bogotá entre 2000 et 2006. Même si on ne peut pas établir dans tous les cas si le déplacement forcé constitue le motif de la migration, c'est le cas pour 19% des migrants, qui déclarent que la raison pour laquelle ils accèdent à ce logement, c'est qu'ils furent déplacés de leur lieu d'origine.

Le département d'origine de la plupart des locataires immigrants est généralement Cundinamarca, puis Boyacá et Tolima, sources traditionnelles de la migration vers Bogotá. Les migrants les plus récents (2000-2006) proviennent de zones plus diverses ; on continue à observer une prédominance de Cundinamarca comme lieu d'origine, mais avec une baisse importante en faveur de communes d'autres régions du pays. L'élément le plus original, c'est une forte augmentation des immigrants qui proviennent de la côte

15 L'enquête de qualité de vie réalisée par le DANE, en 2003, établit les conditions particulières des localités entre lesquelles se distribue la population de Bogotá.

atlantique du pays (Départements d'Atlántico, Bolivar, Sucre et Cesar). Ces zones apportaient peu à l'immigration vers la capitale avant cette date (voir annexe) ; elles correspondent aux régions les plus touchées par le conflit armé en Colombie pendant la dernière décennie.

En ce qui concerne la localisation des migrants dans les quartiers informels, on remarque certaines spécificités d'une localité à l'autre, qui permettent de penser qu'il existe un rapport entre le lieu de naissance et le lieu de résidence à Bogotá. Ce rapport peut obéir à l'existence de réseaux familiaux et sociaux territorialisés, formés de personnes originaires de la même commune ou région, et qui permettent aux migrants récents d'accéder à un lieu de résidence en arrivant à Bogotá. C'est ainsi qu'à Chapinero la plupart des migrants récents viennent de Córdoba (23%), à Suba et Bosa ils viennent du Tolima (14% et 32% respectivement), à Usme, de Cundinamarca et Atlántico (15% dans les deux cas) ; à Kennedy on trouve des migrants qui viennent en proportions égales des départements de Cundinamarca, Santander, Meta, Atlántico et Huila (11,2%) et à Ciudad Bolívar la majorité vient de Cundinamarca et du Meta (17,4% et 13% respectivement) (voir annexe).

- Revenus

Les locataires dans les quartiers informels constituent des ménages pauvres. La plupart d'entre eux appartiennent à la couche qui reçoit entre 1 et 2 Salaire Minimum Légal Mensuel-SMLM (entre US \$200 et \$400). Néanmoins, les migrants récents ont des revenus encore inférieurs à ceux des autres locataires dans tous les quartiers informels : leurs revenus moyens sont inférieurs à 1 SMLM (voir annexe), bien que les revenus qu'indique le SUR pour les ménage déplacés soient encore plus bas, ce qui indique peut-être que ce groupe spécifique parmi les migrants a des conditions économiques plus précaires.

- Secteur d'emploi

45% des chefs de ménage locataires de la population arrivée à Bogotá dans les dernières années sont sans emploi; cette proportion est de 30,3% pour les chefs de ménage parmi les autres locataires dans tous les quartiers informels. Dans presque toutes les localités, plus de 70% des membres de ce premier groupe qui travaillent le font dans le secteur informel, principalement dans les activités de commerce et de services (voir annexe). Cela signifie que leur insertion professionnelle est assez précaire et instable ; la plupart d'entre eux reçoivent leurs maigres revenus de la vente ambulante, du travail domestique ou d'emplois comme assistants d'autres pauvres dont la trajectoire urbaine est plus ancienne. La plupart de ces locataires qui travaillent dans le secteur informel le font dans la localité dans laquelle ils résident (63,6%); lorsqu'ils travaillent en-dehors de la localité de résidence, c'est essentiellement dans le service domestique et la construction.

Ces constatations indiquent qu'il existe une relation importante entre le marché informel du logement et celui du travail. D'une part, comme plusieurs auteurs l'ont suggéré (Abramo, 2003, Smolka, 2003, Parias 2006), dans la relation entre ces deux marchés on voit opérer une logique d'exclusion par rapport aux marchés formels. Face à leur exclusion du marché du travail (formel), ces ménages n'ont pas accès au marché formel du logement, ce qui les renvoie au marché informel du sol, et renforce ainsi une segmentation entre les marchés formels et informels. D'autre part, les communautés informelles constituent des territoires de relations socio-économiques : appartenir à une communauté, c'est avoir la possibilité d'accéder à d'éventuelles sources de revenus

dans le marché du travail du quartier (généralement informel) ou à travers les relations qui s'y forment.

La dynamique économique endogène qui conditionne l'interaction des individus est un élément important dans la dynamique des marchés locaux, et explique sa coexistence avec les marchés formels, ce qui contribue à reproduire la ségrégation socio-spatiale. Dans cette exclusion, ceux qui se trouvent dans les conditions les plus précaires et instables sont les migrants récents, qui ne peuvent pas compter sur le réseau de relations accumulées qui pourraient leur donner de meilleures chances d'accéder à une éventuelle source de revenus.

5.3.2. Conditions de logement

Les ménages des migrants récents présentent des conditions de logement plus précaires que les autres ménages locataires dans les quartiers informels. La pénurie la plus grave dans ce sens, c'est la surpopulation. La proportion de ménage qui partagent un logement est élevée dans tous les quartiers ; néanmoins, dans presque tous les cas cet indicateur augmente encore de plus de 10% pour les migrants récents. Cette différence est la plus marquée dans la localité de Bosa, où 37% des autres ménages locataires partagent leur logement, tandis que ce pourcentage atteint 70% pour les ménages récemment arrivés à Bogotá. Dans les localités de Chapinero, Santa Fé et Usme, ces derniers partagent leur logement avec au moins deux autres ménage, et le nombre de personnes qui partagent la même chambre à coucher est supérieur pour presque tous ces ménage que pour les autres locataires (voir annexe).

5.3.3. Stratégies résidentielles

Les données indiquent que les stratégies résidentielles des locataires dans les quartiers informels sont territorialisées : on pourrait dire que la décision résidentielle est avant tout le choix d'une localisation, choix dans lequel les facteurs de proximité prédominent. 67% des locataires prennent en compte le quartier dans leur choix d'un logement. Les principales raisons de ce choix peuvent se distribuer ainsi : 45%, facteurs de proximité (travail, études, amis ou parents) ; 21%, préférence pour le quartier (le locataire connaît et aime le quartier, il a toujours vécu là) ; 20%, accès aux services urbains (accessibilité, commerce) ; 4%, prix, et 10%, autres.

Nous avons montré qu'une proportion importante des locataires travaillent dans le secteur informel, et trouvent leurs possibilités de travail dans leur quartier ou dans les quartiers proches du lieu de résidence ; ces possibilités se présentent grâce aux relations de confiance et de solidarité qui s'établissent au sein des communautés. La contrepartie du circuit économique endogène à la communauté, c'est qu'il renforce les facteurs de choix de localisation résidentielle à partir du critère de proximité.

6. Conclusions

7. Bibliographie

- ABRAMO, PEDRO (2002) *O mercado informal imobiliário em favelas e a mobilidade residencial dos pobres*. IPPUR-UFRJ, Rio de Janeiro
- ABRAMO, PEDRO (2003) *La teoría económica de la favela. Cuatro notas sobre la localización residencial de los pobres y el mercado inmobiliario informal*. En: CIUDAD y TERRITORIOS: Estudios territoriales, Vol. XXXV, n. 136-137, verano-otoño 2003, Ministerio de Fomento, España.
- ABRAMO, PEDRO (2005) Mercados informales de suelo y movilidad de los pobres en América Latina. Proyecto de investigación. Mimeo
- Arango, Joaquín (2003, octubre), “La explicación teórica de las migraciones: luz y sombra”, en *Migración y Desarrollo* núm. 1, México, Zacatecas.
- Asamblea Parlamentaria Euro-Latinoamericana, Comisión de Asuntos Sociales, Intercambios Humanos, Medio Ambiente, Educación y Cultura. (2007). “*Desarrollo, pobreza, migraciones y papel de la cooperación bilateral Unión Europea (EU) – América Latina (AL) y de las instituciones financieras internacionales*”. DOCUMENTO DE TRABAJO en <http://www.europarl.europa.eu>.
- Blanco, Cristina; (2000): *Las Migraciones Contemporáneas*, Madrid, Alianza Editorial S.A.
- Banco Mundial (2004, agosto), “Colombia: Una política de tierras en transición”. Documento CEDE 2004-29 ISSN 1657-7191 (edición electrónica).
- Brunbourg, H. Tabeau, E. (2005). “Demography of Conflict and Violence: An Emerging Field”. *European Journal of Population* número 21. Oslo, Norway.
- Castles, Stephen (2003, octubre), “La política internacional de la migración forzada”, en *Migración y Desarrollo* núm. 1, México, Zacatecas.
- Courgeau, D. (1988), «Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilité temporaire», *Population* (edición en francés), 43^e Année, núm. 4/5, París, INED.
- DANE, (1997 Y 2003) ENCUESTA DE CALIDAD DE VIDA
- DANE, (1973, 1985, 1993 y 2005) Censos de Población y Vivienda.
- De Oliveira, Orlandina y Stern, Claudio (1972), “Notas acerca de la teoría de las migraciones internas”, en *Migración y Desarrollo*, Buenos Aires, CLACSO.
- Dureau, F., Dupont, V., Lelièvre, É., Lévy, J., Lulle, T. (2002), *Metrópolis en movimiento. Una comparación internacional*. Bogotá, IRD, CIDS, Alfaomega.
- DUREAU, FRANÇOISE (2002) “Bogotá: una doble dinámica de expansión espacial y de densificación de espacios ya urbanizados” En: Dureau, Françoise, *et.al. Metropolis en movimiento. Una comparación internacional*, IRD, CIDS Universidad Externado de Colombia, Alfaomega, Bogotá
- DUREAU, F. LULLE T. Y PARIAS, A. (1997) “Transformaciones en los barrios de clase alta en Bogotá” En: La investigación regional y urbana en Colombia. ACIUR, DNP, FINDETER, Bogotá
- Elizaga, Juan C. (1979), *Migración interna. Dinámica y economía de la población*, Santiago de Chile, Celade.
- Fernández M., Fernando (2003), Informe "Migraciones y desplazamientos de población" XVI Conferencia Interparlamentaria Unión Europea/América Latina Bruselas, 20 - 22 de mayo.
- Guzmán, C. Germán; Fals B., Orlando y Umaña L., Eduardo (1988), *La Violencia en Colombia, Estudio de un proceso social*, Bogotá, Círculo de Lectores.
- JARAMILLO, SAMUEL (1986) *Producción de vivienda y Capitalismo Dependiente: El Caso de Bogotá*. CEDE-Uniandes. Bogotá
- JARAMILLO, SAMUEL Y PARIAS, ADRIANA (1997) “Vivienda de alquiler en Bogotá. Agentes y acción estatal” En: La investigación regional y urbana en Colombia. ACIUR, DNP, FINDETER, Bogotá
- JIMÉNEZ, LUIS CARLOS (1993) Crecimiento de Bogotá 1890-1980. Informe DAPD, Bogotá.
- Lattes, Alfredo (1995), “Urbanización, crecimiento urbano, migraciones en América Latina”, en *Población y Desarrollo, Tendencias y Desafíos*, número especial conjunto de *Pensamiento Iberoamericano*, núm. 28, y *Notas de Población*, núm. 62, Santiago de Chile.
- Lee, S. Everett. (1966), “A Theory of Migration” en *Demography*, vol 3, núm. 1
- Livi Bacci, Massimo (1995), “Pobreza y población”, en *Población y Desarrollo, Tendencias y Desafíos*, número especial conjunto de *Pensamiento Iberoamericano*, núm. 28 y *Notas de Población* núm. 62, Santiago de Chile.

- Martínez Coll, Juan Carlos (2001), Biblioteca de Economía y Enciclopedia Multimedia Virtual Interactiva EMVI en <http://www.eumed.net/coursecon/>
- Oquist, Paúl (1978), *Violencia, Conflicto y Política en Colombia*, Bogotá.
- Ordóñez, Myriam (1977 septiembre). “Migración Interna y Concentración Poblacional, 1964-1973”, en *DANE. Boletín Mensual de Estadística No. 314*.
- PARIAS, ADRIANA (2001) *El papel del mercado de arrendamiento en el funcionamiento del mercado residencial en Bogotá. Segregación socio-espacial y segmentación del mercado*. Tesis de doctorado, Instituto de Urbanismo de Paris, Universidad de Paris XII, val de Marne
- PARIAS, ADRIANA (2006) Informe de investigación: Mercados informales de suelo y movilidad de los pobres en Bogotá. Lincoln Institute of Land Policy.
- PARIAS, ADRIANA (EN EDICION) “El caracter estructural del mercado de arrendamiento en los barrios informales en Bogota”. EN: MEMORIAS DEL VI SEMINARIO DE INVESTIGACIÓN URBANA-REGIONAL ACIUR: LA CONSTRUCCIÓN COLECTIVA DEL TERRITORIO.
- Pérez, Luis E. (2001), “Desplazamiento forzado en Colombia, 1995-1999: una aproximación empírica a las relaciones entre desplazamiento, conflicto armado y desarrollo”, tesis de grado de maestría. Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Económicas.
- Profamilia. Encuesta nacional de demografía y salud DHS, 1995, 2000, 2005, Bogotá.
- Ravestein, E. G. (1965), “The Laws of Migration”, en *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. LII, reimpresso en Sorokin, Pitirim y otros, *Systematic Source Book in Rural Sociology*, vol. III, Londres, Russell y Russell.
- Red Social de Solidaridad, Sistema único de registro, Datos publicados sobre desplazamiento forzado 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, Bogotá.
- Reyes, Alejandro (1995), “La compra de tierras por narcotraficantes en Colombia”, en revista del Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), Bogotá, Universidad Nacional.
- Rodríguez V., Jorge (2001), “Vulnerabilidad y grupos vulnerables: un marco de referencia conceptual mirando a los jóvenes”, en Serie *Población y Desarrollo* núm. 17, Santiago de Chile, Cepal.
- Romero, J. y Farinós, J. (2004), “Los territorios rurales en el cambio de siglo”, en J. Romero (coord.), *Geografía humana*, Barcelona, Ariel.
- RALLET, A., (2000): “De la globalisation à la proximités géographique” En: GILLY Y TORRE: *Dynamiques de proximités*, Harmattan, Paris.
- Sarmiento Gómez, Alfredo (1999, julio-septiembre), “Conflicto armado: Criminalidad, violencia y desplazamiento forzado” en *Planeación y Desarrollo*, vol. XXX, núm. 3, Bogotá, Departamento Nacional de Planeación.
- SMOLKA, MARTIM (2003) “Informalidad, Pobreza urbana y precios de la tierra” en Land Lines. LILP Enero
- Uribe de Hincapié, María Teresa (2000), "Desplazamiento forzado en Antioquia, aproximaciones teóricas y metodológicas al desplazamiento de población en Colombia", tomo 0, Bogotá, Secretariado Nacional de Pastoral Social, Conferencia Episcopal Colombiana.
- Villa, M. y Rodríguez, J. (1997, junio), “Dinámica sociodemográfica de las metrópolis latinoamericanas durante la segunda mitad del siglo XX”, en *Notas de Población*, núm. 65, Santiago de Chile, Celade.

ANNEXES

Annexe 2

Annexe 1

	REVENU FAMILIAL MENSUEL		
	MOINS DE 1 SMLV	Entre 1 y 2 SMLV	PLUS de 2 SMLV
CHAPINERO			
Tous	0,10	0,60	0,30
Migrants 2000-2006	0,12	0,65	0,24
BOSA			
Tous	0,40	0,47	0,13
Migrants 2000-2006	0,94	0,06	0,00
SAN CRISTOBAL			
Tous	0,26	0,68	0,03
Migrants 2000-2006	0,50	0,31	0,19
SUBA			
Tous	0,07	0,65	0,27
Migrants 2000-2006	0,21	0,60	0,19
SANTA FE			
Tous	0,28	0,45	0,27
Migrants 2000-2006	0,44	0,50	0,11
USME			
Tous	0,33	0,52	0,15
Migrants 2000-2006	0,56	0,42	0,03
KENNEDY			
Tous	0,31	0,50	0,19
Migrants 2000-2006	0,29	0,65	0,06
CIUDAD BOIVAR			
Tous	0,45	0,40	0,05
Migrants 2000-2006	0,43	0,48	0,10

SECTEUR DE TRAVAIL		
	Travail formel	travail informel
CHAPINERO		
Tous	0,67	0,33
Migrants 2000-2006	0,5	0,5
BOSA		
Tous	0,27	0,73
Migrants 2000-2006	0,21	0,79
SAN CRISTOBAL		
Tous	0,39	0,61
Migrants 2000-2006	0,27	0,73
SUBA		
Tous	0,53	0,47
Migrants 2000-2006	0,51	0,49
SANTA FE		
Tous	0,37	0,63
Migrants 2000-2006	0,24	0,76
USME		
Tous	0,41	0,59
Migrants 2000-2006	0,26	0,74
KENNEDY		
Tous	0,46	0,54
Migrants 2000-2006	0,51	0,49
CIUDAD BOIVAR		
Tous	0,53	0,47
Migrants 2000-2006	0,41	0,59

Annexe 3

LOCALIDAD	logement partagé (%)	Ménage / logement	Personnes /chambre
CHAPINERO			
Tous	42,86	2	3,18
Migrants 2000-2006	41,18	3,17	2,8
BOSA			
Tous	37,21	1,53	2,72
Migrants 2000-2006	69,70	1,42	3,04
SAN CRISTOBAL			
Tous	37,14	1,42	2,46
Migrants 2000-2006	50	1,5	2,6
SUBA			
Tous	52,38	2,01	2,61
Migrants 2000-2006	64,38	2,14	2,43
SANTA FE			
Tous	54,44	2,84	3,16
Migrants 2000-2006	63,26	3,23	3,4
USME			
Tous	53,7	2,66	3,56
Migrants 2000-2006	67,24	3,08	3,84
BOSA			
Tous	39,25	1,59	2,3
Migrants 2000-2006	44,75	1,85	2,1
CIUDAD BOIVAR			
Tous	41,28	2,34	2,66
Migrants 2000-2006	56,16	2,9	2,85

ANNEXE 4

Papier

	Cundinamarca	Boyacá	Tolima	Santander	Bolívar	Cesar	Caldas	Meta	Cauca	Valle	Antioquia	Atlántico	Sucre	Córdoba	Huila	Guajira	Magdalena	de Santander	Caquetá	Risaralda	Arauca	Casare	Chocó
CHAPINERO	5,9	0,0	0,0	11,8	5,9	5,9	11,8	0,0	0,0	5,9	0,0	0,0	5,9	23,5	5,9	0,0	0,0	5,9	5,9	0,0	5,9	0,0	0,0
SUBA	10,9	7,8	14,1	6,3	9,4	1,6	0,0	3,1	3,1	1,6	1,6	6,3	3,1	12,5	3,1	4,7	4,7	3,1	1,6	0,0	0,0	1,6	0,0
SAN CRISTOBAL	16,7	11,1	5,6	5,6	11,1	0,0	5,6	11,1	0,0	0,0	0,0	5,6	0,0	0,0	11,1	0,0	5,6	5,6	0,0	5,6	0,0	0,0	0,0
BOSA	6,5	6,5	32,3	9,7	0,0	9,7	3,2	3,2	0,0	12,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	9,7	0,0	0,0	0,0	0,0
USME	15,8	10,5	0,0	10,5	5,3	10,5	0,0	5,3	0,0	5,3	10,5	15,8	0,0	5,3	0,0	0,0	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SANTA FE	50,0	0,0	25,0	0,0	0,0	0,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
KENNEDY	11,1	5,6	5,6	11,1	0,0	0,0	5,6	11,1	0,0	5,6	5,6	11,1	0,0	0,0	11,1	0,0	0,0	5,6	0,0	5,6	0,0	0,0	5,6
CIUDAD BOIVAR	17,4	8,7	8,7	0,0	4,3	0,0	0,0	13,0	4,3	0,0	8,7	8,7	0,0	8,7	4,3	0,0	4,3	0,0	8,7	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	16,8	6,27	11,4	6,86	4,5	3,46	6,39	5,86	0,93	3,9	3,29	5,93	1,13	6,25	4,45	0,59	3,29	2,51	3,23	1,39	0,74	0,2	0,69